

"Dans la grisaille d'Alger"

Je sais que mon reportage déplaîra à mon directeur de la rédaction. En vingt ans de collaboration, je suis incapable de me souvenir des dossiers censurés ou "interdits d'antenne" tant il sont nombreux. Le sujet "spécial 8 Mars", que j'ai choisi, ne sera pas de son goût. Je l'entends me dire : "Enfin Farida, aurais-tu perdu la raison ? Tu sais ce qui nous attend en haut : je serai virée, tu le seras aussi, sans oublier le caméraman, le technicien du son. Que t'ont-ils fait ceux-là ? Oublierais-tu que ce sont des pères de famille ? Non seulement je suis une inconsciente qui crois pouvoir braver "le haut", mais je suis aussi coupable de vouloir transformer les travailleurs de la nation, tranquilles et sans histoires, en chômeurs. Ma conscience ne supporterait pas cette lourde charge. Est-ce pour cela que j'ai cédé à chaque fois ? Est-ce parce que ma prétendue témérité de journaliste-reporter n'a jamais été au-delà de la provocation vite réprimée ? Une banale joute oratoire avec mon chef avec une suggestion et une réponse sans appel : "J'ai un excellent sujet sur les rescapés du séisme de 2003." Il visionne et dit : "Tu oublies ! Change de thème !" Est-ce parce que mon métier est ma vie, ma passion et que moi aussi je ne veux pas perdre mon job ? Pourtant en ce 8 mars 2007, je jure que je ne renoncerais pas. Je sais qu'aujourd'hui, je serai inondée de roses offertes par mes

collègues hommes. Tous me diront "bonne fête". Mon chef me "libérera" l'après-midi pour que j'aille courir après les salons culinaires, les défilés de mode et les salons de beauté. Face à ses fourneaux ou relookée, telle est la "femme printanière" inventée par ceux — et ils sont nombreux — qui promettent ce "grand" jour, d'être courtois, gentils, affectueux, galants, c'est vraiment sympathique qu'ils nous aient réservé une demi-journée et qu'ils soient parvenus comme le disait récemment un journaliste (1) à nous fourguer entre la Journée de l'arbre, celle de l'eau ou celle du sida. Ne leur demandez surtout pas pour quelles raisons des Américaines ont manifesté un certain 8 mars. Ils l'ignorent et puis cessons d'être capricieuses et caractérielles : ils s'efforcent de ravalier leur colère, rangent leurs poings dans les poches de leurs vestes, ne hurlent pas le 8 mars. N'est-ce pas appréciable ? Comment ne pas mesurer ma chance à sa juste valeur ? Une journée, une demi-journée sur 365 jours quelle "chaaaaaaaance !" Citoyenne et majeure une demi-journée. Sous-citoyenne et mineur 364 jours quelle "chaaaaaaaance !" Ce 8 mars 2007, ce dont je suis convaincue c'est que je parlerai de yemma Keltoum. Elle passera à l'antenne et parlera. "Ce sera la première fois, m'a-t-elle dit, que je m'exprimerai à la télévision."

Ce sera ce 8 mars ou jamais. Yemma Keltoum ne s'invente pas, et ne se raconte pas. J'informe mon directeur.

— Pour le spécial "8 Mars", j'ai réalisé un reportage sur l'épouse d'un chahid et mère de policier assassiné par le terrorisme islamiste. Je garde secrètes les véritables raisons pour lesquelles je lui donne la parole.

— C'est une bonne idée car je dis toujours à mes deux filles que l'Algérienne est très courageuse et qu'elles doivent tout à leurs aînées.

Mais attention Farida, côté terrorisme tu n'égratignes pas la réconciliation nationale ! Ce serait formidable que ton héroïne dise par exemple qu'elle pardonne.

J'acquiesce de la tête. "Tout ce que tu voudras mon chef, tu seras surpris par le résultat", ai-je envie de lui dire.

J'ai rencontré yemma Keltoum grâce à une citoyenne qui m'a fait parvenir un email : "Si vous voulez vraiment parler des femmes le 8 mars, je vous invite à venir rendre visite à une famille au lieu..."

Au lieu-dit "Carrière Jobert" entre Zeghara et Bab-El-Oued, je pénètre à l'intérieur d'une grotte ? d'une roche ? d'un igloo ? Que dois-je dire ? La pièce où je me tiens avec les membres de la famille de yemma Keltoum est mal éclairée. Je prends place sur un matelas posé à même

le sol. Ils sont huit à vivre ici : yemma Keltoum continue malgré son âge avancé à faire des ménages pour nourrir les jumeaux, enfants du policier qu'il n'a pas connus. "Ils sont nés après son assassinat", me dit la veuve. Une fille divorcée et sa petite fille ainsi que deux jeunes gens chômeurs vivent eux aussi du maigre salaire de yemma Keltoum. Les autorités sont-elles informées ? "J'ai déposé plus de cinquante dossiers pour être logée. On ne m'a jamais répondu. Ma belle-fille a eu le capital décès on lui avait promis de la loger et puis plus rien."

Deux portraits côte à côte sont posés sur une planche surélevée.

"Tu vois le père et le fils et en retour la misère et un trou à rats !" me dit-elle.

Elle ajoute : "Heureusement que je fais des ménages et que la petite pension d'épouse de chahid me fait vivre."

Yemma Keltoum se souvient : elle cachait les armes, ravitaillait les combattants, elle me raconte l'assassinat de Si Amar son époux. Les militaires français me l'ont balancé devant la porte, j'ai poussé un youyou. Mon aînée n'était qu'une enfant. Mes garçons avaient six ans, quatre ans et trois ans. Yemma Keltoum est fière de son passé. Elle me dit : "Tu vois ma fille, dans ma famille, il n'y a pas de faux moudjahidine, mais nous n'avons jamais goûté aux fruits de l'in-

dépendance. Et lorsque mon fils Ahmed est devenu policier, j'ai cru que notre calvaire prendrait fin. J'étais bien naïve. Mon benjamin n'était qu'un petit, un tout petit. Un jour le maire lui a dit : "Tu n'es pas le seul enfant de chahid, il y en a des milliers et tu crois que je vais te loger parce que tu es enfant de chahid."

On m'a dit que le père de ce maire fait partie des faux moudjahidine ! Et puis mon enfant a été assassiné et j'ai bien cru que je ne survivrais pas. Mais j'avais des responsabilités : ma belle-fille, mes adorables petits-enfants, mes fils et ma fille. Comment les abandonner ? Je ne me bats plus pour le logement. J'essaie chaque jour de permettre à ma famille de survivre, car nous n'avons jamais su ce qu'était la vie. Ce qu'est l'Algérie indépendante.

Et avec tout cela ils veulent qu'on pardonne aux assassins de nos enfants.

Normal ma fille, ils n'ont pas été touchés et ce ne sont pas leur progéniture, leurs gendres ou leurs fils qui ont été tués. Tu sais ce que l'on dit n'est-ce pas chez nous ? "Ne ressent la brûlure de la braise que celui qui pose le pied dessus."

Le caméraman fait de gros plans de yemma Keltoum, elle parle, parle sans s'arrêter.

Au moment de nous séparer elle me dit : "C'est sûr que je vais passer à la télévision ?"

— C'est l'unique chose

Par Leïla Aslaoui



dont je suis convaincue ce 8 Mars 2007, lui dis-je.

Elle ne me répond pas. Sans doute n'a-t-elle jamais eu entendu parler du 8 Mars.

Je ne remettrai probablement plus les pieds au studio de la l'ENTV après ce 8 mars consacré à yemma Keltoum. Mais grâce à elle j'existe enfin sans les roses obséquieuses et les "bonne fête" hypocrites des messieurs.

Merci yemma Keltoum.

L. A.

1) M. Maamar Farah Le Soir d'Algérie 3 mars 2007.

NB. : A mon adorable mère qui m'a appris à me battre et à exister sans le 8 Mars, je ne lui ferai pas l'offense de lui dire "bonne fête" mais merci.

Merci maman d'avoir fait de tes deux filles ce que nous sommes. Toi qui n'as jamais eu besoin d'une journée spéciale pour être en avance sur ton époque et ta génération. Toi qui nous as appris tolérance et respect d'autrui.

BAB-EL-OUED

Les 115 familles de Diar-el-Kef attendent toujours leurs logements

Les 115 familles de la cité Diar-el-Kef, qui ont accepté d'être relogées dans des chalets en 2004, attendent toujours les appartements promis par l'ancien wali délégué de Bab-el-Oued. Des dizaines de personnes se sont rassemblées hier matin devant le siège de cette circonscription administrative de l'ouest de la capitale dans l'objectif de résoudre leur situation. «Nous vivons une situation déplorable depuis que nous avons accepté de quitter nos appartements et de vivre dans des chalets situés à Bordj-el-Bahri. Le

wali délégué de l'époque avait pris l'engagement de nous reloger dans un délai de 8 mois.

Mais nous nous sommes fait arnaquer puisque l'administration nous a totalement oubliés depuis qu'elle nous a jetés dans ces chalets», peste un père de famille venu manifester sa colère. Selon lui, les 115 familles de la cité Diar-el-Kef ont joué franc jeu en acceptant de quitter les minuscules appartements qui devaient faire l'objet d'un réaménagement «dans le cadre des orientations de Son Excellence le président de la République».

«Nos studios sont certes petits mais c'était l'unique bien que nous possédions. C'est lorsqu'ils ont décidé de les lorsquer en F3 que nous avons accepté de les quitter dans l'espoir de bénéficier, à notre tour, de logements plus décents», ajoute-t-il.

Après quelques heures d'attente, le wali délégué a finalement accepté de reconstruire, hier matin, les représentants des habitants de la cité Diar-el-Kef. «Nous lui avons fait part de nos doléances.

Il nous a promis de saisir le wali d'Alger afin de trouver une solution

définitive à notre situation», a indiqué un des représentants au sortir de cette entrevue. Selon lui, le premier responsable de la circonscription administrative de Bab-el-Oued s'est engagé à ne pas distribuer leurs anciens logements qui sont en voie d'être remis à neuf (87 appartements seront prochainement disponibles) tant que la totalité des familles n'aura pas été relogée. «Nous devrions avoir une réponse définitive d'ici une semaine», note notre interlocuteur.

T. H.

KHEMIS-MILIANA Du vol au soutien au terrorisme

C'est à la suite d'une plainte déposée par le propriétaire d'un camion immatriculé dans la wilaya d'Oran pour vol de documents que les services de la police judiciaire de la Sûreté de daïra de Khemis-Miliana ont ouvert une enquête qui a permis l'arrestation des auteurs du vol et la récupération des dits documents mais aussi de démanteler un réseau de soutien au terrorisme.

Agissant sur informations, les policiers ont interpellé lundi dernier un individu attablé à un café, qui après interrogatoires, a permis l'arrestation d'un de ses complices.

De sources policières, le premier individu se livrait à des activités de soutien logistique à des groupes armés activant dans la région du Zaccar. Son complice est accusé de liaison, de transport et de non-dénonciation.

Par recoupements, toujours selon la police, une autre affaire de vol a été élucidée.

Les 2 premiers accusés S. A. K., 23 ans et H. H., 31 ans, présentés au parquet, ont été placés sous mandat de dépôt tandis que 4 autres ont été laissés en liberté provisoire.

Karim O.

REBONDISSEMENT DANS L'AFFAIRE DE EPBTP-BEJAIA

Le P-dg et six de ses collaborateurs placés en détention préventive

L'affaire de l'EPBTP vient de connaître d'autres rebondissements. Après avoir été mis sous contrôle judiciaire par le juge instructeur près le tribunal de Béjaïa le mois de janvier écoulé dans une affaire de "détournement de biens publics, falsification de documents comptables entre autres", le P-dg et six de ses collaborateurs de l'EPBTP ont été placés en détention préventive par la chambre d'accusation près de la cour de Béjaïa qui avait à réexaminer l'affaire, lundi dernier, a-t-on appris de source judiciaire.

Pour rappel, ladite affaire remonte à quelques mois lorsque suite à une enquête financière diligentée par la police judiciaire de

Béjaïa qui soupçonnait des malversations dans les pièces comptables fournies par le conseil d'administration de l'EPPE, le premier responsable de l'EPBTP et six de ses collaborateurs ont été mis sous contrôle judiciaire par le magistrat instructeur près le tribunal de Béjaïa en charge de l'affaire.

L'enquête des services de la police judiciaire de Béjaïa a relevé aussi "l'accaparement de logements et de locaux commerciaux au nom du premier responsable de l'EPBTP et celui de sa propre épouse", ajoute notre source.

Dans un autre registre, l'expertise des pièces comptables de l'entreprise fera ressortir un déficit financier avoisinant les 40 milliards de

centimes que le directeur général aurait tenté "volontairement de dissimuler" à travers un premier bilan financier de l'entreprise au titre de l'année 2005 approuvé par un commissaire aux comptes dont le cabinet d'expertise comptable est situé au sein même de l'entreprise.

Un premier rapport comptable présentant un déficit de 13 milliards et qui avait été pourtant rejeté par l'assemblée générale du conseil d'administration, mais recevra l'aval du directeur général, précise notre source.

La chambre d'accusation a décidé de geler tous les avoirs du P-dg et de ses six collaborateurs en attendant les conclusions de l'enquête.

A. K.